

## Critiques constructives



*Par Philippe Herzog, président fondateur de Confrontations Europe, ancien Député européen et conseiller spécial auprès de Michel Barnier à la Commission européenne*

Emmanuel Macron commence à mettre en œuvre méthodiquement son programme. Les réformes ouvrent des perspectives de changements ambitieux et positifs pour la France mais la société française va-t-elle s'impliquer et le Président peut-il la rassembler ? Et la façon dont le Président engage sa politique européenne, très discutée à mon avis, ne risque-t-elle pas de diviser les Européens plutôt que de les unir ?

**Le programme du Président est libéral au bon sens du terme** : libérer les potentiels d'initiative et de créativité des Français. Cette « libération des énergies » doit permettre de relever le potentiel de croissance et d'emploi, elle ne signifie pas pour autant plus d'injustices. Au contraire, rendre ce pays plus productif et capable d'insérer ses exclus, c'est le même combat. Mais si les Français saisissent parfois le bien fondé des réformes, ils réagissent quand elles impactent leur situation personnelle – ce qui est forcément le cas – et le plus souvent l'intérêt catégoriel prime sur le bien commun. Toute réforme est source de discordes dans ce pays, le Président doit bien écouter les critiques et les propositions mais en aucun cas renoncer.

**Une bonne pédagogie est nécessaire et néanmoins non suffisante.**

L'appel lancé aux Français dans le discours prononcé début juillet devant le Parlement réuni en Congrès est tombé à plat. J'ai été surpris de ne pas entendre une pédagogie de la situation de la France et des efforts à accomplir. Piqué au vif par les critiques, Emmanuel Macron a commencé de le faire.

Il pense sans doute à son prédécesseur quand il dit « nous sommes un pays de météorologues ». En guise de diagnostic de la crise François Hollande annonçait qu'après la pluie, le beau temps revient. Il prétend que la reprise économique actuelle est le fruit de sa politique. En réalité nous sommes portés par celle de l'économie mondiale et par les efforts de stabilisation accomplis par la Banque Centrale et l'Union européenne ; et la reprise est fragile, car la crise financière internationale risque fort de rebondir. Demander à Emmanuel Macron de mettre un bémol sur les réformes structurelles est irresponsable, tout retard risque de coûter très cher demain.

L'action du gouvernement à court terme veut s'inscrire dans une visée de progrès à moyen et long terme, mais chaque étape ne se comprend qu'en lien avec les suivantes. La société est fragmentée, souvent désabusée, désemparée, et pourtant les réformes ne peuvent réussir sans qu'elle se les approprie, or **il ne semble pas que le Président ait une stratégie pour inciter la société civile à se construire, à porter des projets et à coopérer, ni pour sortir l'administration publique de sa sclérose.** En l'état la réforme du code du travail est une avancée ; certes elle n'ouvre pas une perspective de cogestion, mais ceci supposerait un esprit de coresponsabilité qui n'est pas (encore) celui des Français et de leurs organisations. Cela étant, le dialogue et la flexibilité rendus possibles ne porteront pas les fruits annoncés si on ne développe pas une culture de gestion et si la réforme à venir de la formation professionnelle et continue n'est pas de grande ampleur. La France est un des pays les plus arriérés d'Europe à ce sujet. D'autre part la réforme à venir des indemnités pour les transitions personnelles dans la vie active implique de profonds changements en matière de protection sociale. Il y aura des gagnants et des perdants.

**Il y a un trou noir dans cette chaîne des réformes annoncées : il manque une stratégie nationale de redressement industriel.** Quarante ans de désindustrialisation ont déprimé notre économie et creusé des déficits extérieurs dramatiques, et ceci plombe le développement de l'emploi.

**La réforme des finances publiques est une énorme étape devant nous.** La France est le seul pays de la zone euro dont le déficit demeure supérieur à 3% du PIB, et l'inefficacité de l'administration publique est un problème structurel de longue date. L'objectif du Premier ministre est justifié : stopper la hausse de la dépense publique en valeur réelle et rentrer dans les clous dès 2017. Pour cela il n'a pas d'autre choix immédiat que la méthode du rabot. Mais le rabot soulève des tollés et il peut être contre-productif à moyen et long terme : on ne peut pas assainir les finances sans réforme de l'Etat, de ses missions et ses incitations, ni sans une véritable décentralisation et la coopération d'acteurs aujourd'hui divisés dans leurs statuts. Or la France ne peut plus se permettre de ne pas repenser ses services publics. Je me réjouis des annonces de réformes substantielles pour l'éducation nationale, en ce domaine l'espoir renaît.

**La politique européenne de la France me préoccupe beaucoup.** Certes notre Président est europhile et volontaire mais son discours à Athènes me reste en travers de la gorge. Celui du Président Juncker offre une meilleure perspective, il faut ouvrir le débat.

Un diagnostic de la crise politique de l'Europe est indispensable. Le refus de politiques communes par les « grands » Etats – France, Allemagne, Royaume-Uni – a miné l'Union et ces pays sont aussi depuis vingt ans les naufrageurs du budget européen. Aussi faut-il consentir à une autocritique nationale, et ne pas stigmatiser les autres.

Non, nos diversités et divisions ne sont pas « petites » et méprisables. Les peuples du Centre et de l'Est ont connu des misères incomparables aux nôtres et ils veulent acquérir une indépendance dont – à la différence de nous – ils ont été privés pendant des siècles. La charge d'Emmanuel Macron contre la Pologne n'est pas acceptable. Il ne faut pas confondre un peuple et son Président, d'autant plus que le mouvement de contestation de la politique gouvernementale est fort en Pologne. Et n'oublions pas qu'en matière de souveraineté, tous les pays européens ont leur populisme.

**Je m'oppose à la notion d'une Europe à plusieurs vitesses prônée par notre Président.** Elle existe déjà et cela nous divise. Le risque est tout simplement la désintégration de l'Union, avec la montée des violences à nos frontières. Après le Royaume-Uni...la Pologne, la Hongrie ? Pour refonder l'Europe il faut d'abord vouloir se rassembler et retravailler ensemble valeurs, politiques, et institutions.

**Le Président Juncker nous propose d'accroître les dimensions fédérales de l'Union toute entière : pour moi c'est excellent et répond à la vocation de la construction de l'Europe qui est l'unité dans la**

**diversité**<sup>1</sup>. Consolider l'Eurozone est nécessaire mais dans une perspective de consolidation de toute l'Union. Emmanuel Macron avance de bonnes propositions qui reprennent des travaux français : Fonds monétaire européen, budget, fonds d'investissements, coopérations structurées... Mais on ne doit pas les réserver à l'Eurozone, même si elle doit disposer d'une certaine autonomie. Il ne faut donc pas créer un Parlement qui lui soit propre. Je me réjouis que Jean-Claude Juncker lance un objectif majeur : faire de l'euro à moyen terme la monnaie de toute l'Union ; et qu'à court terme il veuille doter l'Union d'un pouvoir de décision en matière fiscale et de politique extérieure. La refondation ne devra pas reposer seulement sur l'initiative franco-allemande, toutes les nations comptent en Europe. C'est dans cet esprit qu'un combat culturel est indispensable, non seulement pour réconcilier l'Est et l'Ouest, le Sud et le Nord, mais aussi pour générer une conscience, une identité paneuropéenne.

Je regrette que les premières initiatives du Président français cultivent les travers nationaux. Faire grand bruit à propos de la directive sur le détachement des travailleurs alors qu'à l'initiative de la Commission un compromis raisonnable avait été trouvé et qu'aujourd'hui elle propose un contrôle plus sérieux : était-ce nécessaire ? En matière de solidarité, chacun voit midi à sa porte ; les Français pensent surtout à défendre leurs acquis sociaux et sont généralement hostiles à l'immigration. Parler d'« une Europe qui protège », c'est ce que les Français ont déjà entendu mais ils le comprennent de façon égoïste. L'Union doit surtout nous pousser à nous ouvrir aux autres pour définir un intérêt commun, partager de nouvelles solidarités.

Il faut soutenir le Président et son gouvernement dans leur volonté de réformes, les aider pour que les choix soient collectifs et réussir la transformation sociale et économique du pays. Et il faut soutenir la perspective ouverte par le Président Juncker pour l'avenir de l'Union. Si les Français sont fiers que leur Président reprenne l'initiative en Europe, ils ne doivent pas la confondre avec leur propension à donner la leçon aux autres. **Encore un effort pour devenir Européens !**

**Philippe Herzog**, 15 septembre 2017

[www.philippeherzog.org](http://www.philippeherzog.org)

---

<sup>1</sup> Philippe Herzog, *L'identité de l'Europe, vers une refondation*, Essai pour King's College London, publié par ASCPE Les Entretiens Européens et Eurafricains en mai 2016.